

LE RENDEZ-VOUS DE
L'AFRIQUE SUR INTERNET



AFRICATIME.COM / AFRIQUE

Angola : Où va l'argent des prêts chinois ?

(Afriqu'Echos Magazine 26/07/2010)

« L'argent des lignes de crédit chinoises pour l'Angola ne va jamais à Luanda, il est tout simplement réparti entre les sociétés de construction engagées dans la réalisation des infrastructures en cours dans ce pays ». C'est le constat établi par la chercheuse Deborah Brautigam, professeur à l'American University, auteur du Dragon's Gift (Le Présent du Dragon) sur l'impact économique des crédits chinois en Afrique. Qui soutient que les infrastructures, comme les routes, les chemins de fer, génèrent certes des bénéfices et sont profitables aux populations mais ajoute qu'elles sont aussi sources de gros problèmes.

Deborah Brautigam pointe l'une des grandes faiblesses de ces prêts chinois : « Le pays qui reçoit le crédit n'a aucune certitude d'obtenir une meilleure prestation au meilleur prix, étant donné qu'il n'y a aucune concurrence internationale pour ces projets qui sont confiés systématiquement à des entreprises chinoises. ». Et d'ajouter que, dans le processus d'adjudication, il y a aussi risque de « corruption de la part des sociétés chinoises, une pratique très courante en Chine. » En revanche, cette manière de procéder « élimine le risque de détournement des fonds de la part de la partie angolaise avec, comme autre avantage pour Pékin, de développer la capacité de paiement des dettes liée à une expansion d'exportations, ce qui arrive par exemple avec la République Démocratique du Congo ».

La percée de la Chine sur la scène politique et économique mondiale est sujette à controverse depuis quelques années. Perçue par certains comme un facteur bénéfique qui apporte plus de concurrence, la Chine est vue par d'autres comme un dragon avide de matières premières et qui, pour cela, ne ménage aucun moyen pour atteindre ses objectifs. Il faut noter, tout de même, que le volume des investissements directs étrangers de la Chine est très bas par rapport à celui des USA voire de certaines puissances économiques européennes. Si l'on tient compte des investissements cumulés, l'écart est encore plus grand. Il n'en demeure pas moins que l'investissement de la Chine est en plein accroissement. Ainsi, en 2008, il a doublé par rapport à 2006.

L'Angola, premier bénéficiaire des prêts chinois

Dans une conférence de presse, tenue dernièrement à Washington, Deborah Brautigam a déclaré que la Chine a vendu pour 50' 000' 000 de dollars à l'Afrique, où il existe un potentiel de centaines de millions de consommateurs et qui est aussi le lieu, par excellence, pour l'expansion de ses investissements extérieurs. Pour soutenir l'offensive de ses compagnies, la Chine accorde des lignes de crédit garanties sur des ressources naturelles des pays bénéficiaires. C'est le cas de l'Angola qui, ces dernières années, a bénéficié de plusieurs milliards de dollars de crédits de la Chine pour des projets de construction. L'Angola est, ainsi, le pays africain bénéficiaire de la plus grande ligne de crédit de la Chine. Pour rappel, en 2004, l'Eximbank chinoise a approuvé une ligne de crédit de 2 milliards de dollars pour ce pays. Ce prêt a été octroyé pour la reconstruction de diverses infrastructures. Autre conséquence, ce prêt limite incidemment l'influence du Fonds Monétaire International dans le pays. Il faudra, cependant, noter que ce prêt de deux milliards de dollars accordé à l'Angola a été taxé à un taux d'intérêt de plus de 1, 5 % sur une période de 12 ans.

Lorsqu'elle aborde la question des détournements des prêts qui a caractérisé les fonds alloués aux

pays africains, la chercheuse américaine relève un gros avantage de cette nouvelle forme de coopération : « L'aspect clé de ces crédits est que l'argent ne va jamais en Angola. Il n'y a aucun transfert en argent liquide. Pour cela, on peut affirmer qu'il sert d'instrument de restriction et de contrainte. Cela signifie que, dans un pays comme l'Angola, certaines recettes de son pétrole vont être investies directement dans des infrastructures de développement et ce sont des compagnies chinoises qui sont payées pour construire ces infrastructures », a déclaré la spécialiste.

Cela n'est, cependant, pas suffisant pour gommer certaines inquiétudes liées au contexte politique ou à la fiabilité de certains projets : « Les Chinois ne se préoccupent pas de la situation politique ni du respect de la démocratie ou des droits de l'homme. ». Au-delà, les critiques sur le savoir-faire chinois ont été renforcées en Angola par l'inquiétant affaissement de l'hôpital général construit il y a quatre ans seulement(Pour en savoir plus, cliquer ici) .| Jossart Muanza (AEM

lundi 26 juillet 2010 Jossart Muanza(AEM)

© Copyright Afriqu'Echos Magazine

[Visiter le site de:Afriqu'Echos Magazine](#)